



À M. Le Préfet des Pyrénées Orientales,

Jeudi 1^{er} février, à Perpignan

M. Le Préfet des Pyrénées Orientales,

Aujourd'hui, jeudi 1^{er} février l'intersyndicale éducation CGT éducation 66, FNEC FP FO 66, FSU 66 et SUD éducation 66 appelle à une grève dans le service public d'éducation. La question de la revalorisation salariale des personnels de l'Education, des conditions de travail, de la perte de sens du métier, de la mise en place des réformes du tri social comme du démantèlement de la voie professionnelle, de l'inclusion à marche forcée et les récentes attaques de la ministre de l'éducation nationale envers l'école publique laïque, à laquelle nos organisations syndicales sont profondément attachées, sont autant de raisons légitimes pour les personnels d'être en grève aujourd'hui.

La situation particulièrement alarmante dans notre département des Pyrénées Orientales mérite d'être examinée de près. En effet, nos établissements scolaires, particulièrement les collèges, ont l'IPS le plus bas de toute l'académie et les effectifs élèves continuent à augmenter sans que soient octroyés les postes correspondants nécessaires à assurer leur encadrement. Ainsi, nos écoles, nos collèges et nos lycées sont nettement sous dotés, notamment quand on les compare aux établissements privés.

Il est urgent de mobiliser des moyens supplémentaires afin de faire face à la montée des effectifs dans notre département, de prendre en compte notre situation économique et sociale locale et mettre tous les élèves des établissements scolaires publics en situation de réussite scolaire.

Pour toutes ces raisons, M. le Préfet, il nous semblait nécessaire et important de vous alerter, en tant que représentant de l'état, sur le constat et l'expertise que nous

apportons ainsi que sur les revendications communes que nous portons. Comme il est de coutume dans notre département, nous avons donc sollicité une audience auprès de vous, accompagné de Mme la DASEN de notre département, en préfecture à l'issue de notre manifestation.

À notre grande surprise notre demande a été rejetée sans même que votre cabinet n'ait eu la correction de nous en informer directement et il nous a été uniquement proposé par le chef de cabinet de Mme Arino une audience auprès de la DASEN à la DSDEN.

Votre refus de recevoir l'intersyndicale en préfecture acte pour nos organisations un rejet de tout dialogue social et un mépris supplémentaire qui vient s'ajouter à celui que fait subir la ministre nouvellement nommée à l'école publique laïque, à ses élèves et ses personnels dont nous sommes les représentants syndicaux.

Nous vous prions de croire, M. le Préfet, à notre profond attachement au service public d'éducation pour lequel nous continuerons de construire le rapport de force nécessaire pour réaliser partout les ambitions de notre école publique laïque.

Martinez Laure et Morales Géraldine co secrétaires départementales FSU 66

Tanguy Lorre secrétaire départemental FNEC FP FO 66

Christophe Moya, secrétaire départemental CGT éducation 66

Harington Roxane et Rubio Gomez Anne, co-secrétaires SUD éducation 66.